

Convention collective

**IDCC : 9171. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE, D'ÉLEVAGE,
DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS
ET DE VITICULTURE
(Charente-Maritime)
(4 juin 1996)**

(Etendue par arrêté du 10 janvier 1997,
Journal officiel du 18 janvier 1997)

**AVENANT N° 1 DU 9 JANVIER 2012
À L'ACCORD DU 4 JUIN 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES**

NOR : AGRS1297056M
IDCC : 9171

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Charente-Maritime ;

Le syndicat professionnel des entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

La section interdépartementale du syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC ;

L'union départementale de la Charente-Maritime et cadres de l'agriculture FO ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT ;

La fédération agriculture CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le tableau des cotisations mentionné à l'article 8 « Cotisations », dans son 1 « Taux, assiette, répartition des cotisations », est modifié comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,77	0,62 ⁽¹⁾	0,15
Invalidité	0,17	0,03	0,14
Décès	0,24	0,12	0,12
Total	1,18	0,77	0,41

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Assurance des cotisations sociales patronales	0,18	0,18	
Cotisation exceptionnelle ⁽²⁾	0,15	0,10	0,05
Total	1,51	1,05	0,46

Il est rappelé que la fraction de cotisation destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, ainsi qu'à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, soit 0,48 %, est à la charge exclusive de l'employeur.

Cotisation limitée dans le temps (1 an) pour apporter le supplément de provisionnement dû à la loi du 10 novembre 2010 portant sur la réforme des retraites.

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique prévoyance distincte des autres cotisations sociales obligatoires.

Article 2

La cotisation exceptionnelle s'applique pour une période de 1 an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre qui suit son extension.

Article 4

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Saintes, le 9 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)